

Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine



Toulouse

Plan Local d'Urbanisme

Révision Générale du PLU : DCC du 27/06/2013

- 1^e Mise à jour : arrêté du 04/11/2013
- 2^e Mise à jour : arrêté du 26/01/2015
- 1^e Mise en compatibilité : arrêté du 13/10/2015
- 3^e Mise à jour : arrêté du 04/12/2015
- 2^e Mise en compatibilité : arrêté du 04/01/2016

4e Mise à jour du PLU approuvée par arrêté du 15/03/2016

5 - Annexes

5A - Servitudes d'Utilités Publiques (SUP)

5A1 - Liste des SUP

Documents annexés au « 5A1 – Liste des SUP »

Cette 4ème mise à jour du PLU de Toulouse n'intègre que les actes administratifs et juridiques des éléments concernés et la retranscription graphique de ces évolutions sera intégrée dans le cadre de la prochaine procédure d'évolution du document.

toulouse
métropole

Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine



Plan Local d'Urbanisme

Révision Générale du PLU : DCC du 27/06/2013

- 1^e Mise à jour : arrêté du 04/11/2013
- 2^e Mise à jour : arrêté du 26/01/2015
- 1^e Mise en compatibilité : arrêté du 13/10/2015
- 3^e Mise à jour : arrêté du 04/12/2015
- 2^e Mise en compatibilité : arrêté du 04/01/2016

4e Mise à jour du PLU **approuvée par arrêté du 15/03/2016**

5 - Annexes

5A - Servitudes d'Utilités Publiques (SUP)

5A1 - Liste des SUP

Annexe / SUP PM2 (BASF Performance Products France)

Cette 4^{ème} mise à jour du PLU de Toulouse n'intègre que les actes administratifs et juridiques des éléments concernés et la retranscription graphique de ces évolutions sera intégrée dans le cadre de la prochaine procédure d'évolution du document.

toulouse
métropole

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Toulouse, le 26 OCT. 2015

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

Affaire suivie par : Patrice DAL-ZOTTO
Téléphone : 05 61 10 60 57
Télécopie : 05 61 10 60 95
Courriel : patrice.dal-zotto
@haute-garonne.gouv.fr

29/10/15

R 15104925



Recommandé AR
1A 114 762 5715 7

Le directeur départemental des territoires
de la Haute-Garonne,

à

Monsieur le Maire de Toulouse

Objet : Institution de servitudes d'utilité publique sur le site anciennement exploité par la société BASF Performance Products France, chemin de la Loge à Toulouse.

P.J. : - un arrêté d'institution de servitudes d'utilité publique
- copie de la lettre de transmission à Monsieur le Président de Toulouse Métropole

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, après avis favorable du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), copie de l'arrêté qui vient d'être signé portant institution de servitudes d'utilité publique sur le site de Toulouse, chemin de la Loge, en application de l'article L515-12 du code de l'environnement, à la demande de la société BASF Performance Products France.

Pour le préfet et par délégation,
La chef d'unité,



Magali DUHARCOURT

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Toulouse, le 26 OCT. 2015

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

Affaire suivie par : Patrice DAL-ZOTTO
Téléphone : 05 61 10 60 57
Télécopie : 05 61 10 60 95
Courriel : patrice.dal-zotto
@haute-garonne.gouv.fr

Recommandé AR
1A 114 762 5714 0

Le directeur départemental des territoires
de la Haute-Garonne,

à

Monsieur le Président de Toulouse Métropole

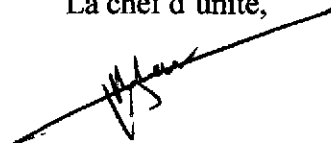
Objet : Institution de servitudes d'utilité publique sur le site anciennement exploité par la société BASF Performance Products France, chemin de la Loge à Toulouse.

P.J. : un arrêté d'institution de servitudes d'utilité publique

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, après avis favorable du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), copie de l'arrêté qui vient d'être signé portant institution de servitudes d'utilité publique sur le site de Toulouse, chemin de la Loge, en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement, à la demande de la société BASF Performance Products France.

En application de l'article L.126-1 du code de l'urbanisme, il vous appartient d'annexer ces servitudes au plan local d'urbanisme dans le délai de trois mois, conformément à l'article 12 de l'arrêté ci-joint.

Pour le préfet et par délégation,
La chef d'unité,



Magali DUHARCOURT

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

122

Arrêté portant institution de servitudes d'utilité publique relatif à la société BASF Performance Products France (ex CIBA SPECIALITES CHIMIQUES) sur le site anciennement exploité à Toulouse, chemin de la Loge.

Le préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.515-12 et de R.515-31-1 à R.515-31-7 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 juin 2000 ayant encadré les activités industrielles exercées par la société RAISIO Chemicals sur le site sis Chemin de la Loge à Toulouse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2009 imposant à la société CIBA Spécialités Chimiques les travaux de réhabilitation du site;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 août 2011 instaurant la mise en place de servitudes d'utilité publique sur le site de la société SNPE SA, chemin de la loge à Toulouse ;

Vu le rachat en 2004 de la division RAISIO Chemicals par la société CIBA Spécialités Chimiques et la reprise des activités exercées sur le site de Toulouse ;

Vu l'absorption de la société CIBA Spécialités Chimiques par la société BASF Performance Products France SAS ;

Vu l'arrêt des activités exercées sur le site de Toulouse au 31 décembre 2007 ;

Vu le courrier du 29 avril 2009 de la société CIBA Spécialités Chimiques annonçant à Monsieur le Préfet la cessation définitive des activités et présentant le mémoire de cessation d'activité ;

Vu le rapport de synthèse des travaux de réhabilitation transmis le 7 juin 2011 à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne ;

Vu l'annexe 7 de ce rapport constituant le dossier de demande de servitudes d'utilité publique ;

Vu le procès-verbal de récolement des travaux dressé le 19 octobre 2011 par l'inspection des installations classées en application des dispositions de l'article R 512.39.3 III du code de l'environnement confirmant la bonne exécution des travaux de réhabilitation fixé dans l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu la notice de présentation des servitudes et les plans parcellaires fournis dans l'annexe 7 du rapport de synthèse des travaux de réhabilitation transmis le 7 juin 2011 au préfet de la Haute-Garonne ;
Vu l'avis émis le 6 mai 2014 par le propriétaire des terrains, la société SNPE dans le cadre de la consultation écrite des propriétaires, réalisée en application de l'article L.515-12 3^{ème} alinéa du code de l'environnement ;

Vu la communication du projet d'arrêté préfectoral faite au maire de Toulouse pour avis du conseil municipal ;

Vu la communication du projet d'arrêté préfectoral faite au service en charge de l'urbanisme et au service écologie urbaine, eaux et pollutions des sols de Toulouse métropole ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 juillet 2015 ;

Vu l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) dans sa séance du 18 septembre 2015 ;

Considérant que les analyses réalisées au droit du site de l'ancien atelier CIBA Spécialités Chimiques sis Chemin de la Loge à TOULOUSE après la réalisation des travaux de réhabilitation ont permis de confirmer l'atteinte des objectifs de dépollution fixés dans l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2009 susvisé ;

Considérant que les travaux de réhabilitation consécutifs à la cessation des activités industrielles ont été réalisés pour un usage industriel et de bureaux ;

Considérant que les teneurs résiduelles des polluants liés aux activités industrielles arrêtées mesurées dans les sols les gaz de sol et les eaux souterraines n'induisent pas pour les futurs usagers du site des risques sanitaires supérieurs aux valeurs de seuils fixées par le guide de la « démarche d'analyse des risques résiduels » pour le scénario industriel et pour le scénario bureaux ;

Considérant que les campagnes de surveillance des eaux souterraines réalisées après les travaux de réhabilitation ont confirmé l'absence d'impact significatif sur les eaux de la nappe au droit et en aval de la zone réhabilitée, que l'obligation de surveillance des eaux souterraines a été levée et qu'elle n'a pas en conséquence à être reprise dans les servitudes à instaurer sur le site de l'ancien atelier CIBA Spécialités Chimiques ;

Considérant que l'appartenance des terrains à un seul propriétaire et le périmètre envisagé des servitudes, restreint aux terrains du site, permettent, en application de l'article L.515-12 3^{ème} alinéa du code de l'environnement, de procéder à la consultation écrite des propriétaires par substitution à la procédure d'enquête publique prévue par l'article L.515-9 ;

Considérant qu'afin de garder en mémoire les impacts résiduels identifiés en composés aromatiques volatils, en hydrocarbures et en métaux pour les activités industrielles arrêtées, et d'assurer dans le temps la compatibilité entre les travaux de réhabilitation et les usages des terrains définis au présent arrêté, ainsi que la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, le préfet peut instituer des servitudes d'utilité publique, par arrêté préfectoral pris après avis du conseil départemental de l'environnement, et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que le projet d'arrêté d'institution de servitudes d'utilité publique a été porté à la connaissance de la société BASF Performance Products France par lettre du 24 septembre 2015 ;

Considérant que le projet d'arrêté d'institution de servitudes d'utilité publique n'appelle pas d'observation de la part de la société BASF Performance Products France conformément à sa lettre du 2 octobre 2015 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1^{er}. – Domaine d'application

Des restrictions d'usage sont instituées sur la parcelle n°839 BN 29 d'une superficie de 2923 m² du plan cadastral de la commune de Toulouse appartenant à la société SNPE au capital de 83 672 907,83 euros dont le siège social est 33 rue Joubert 75009 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B712013432 représentée par M. Bonnefis en qualité de directeur général.

Ces servitudes sont destinées à garder la mémoire des travaux de réhabilitation effectués, à assurer la pérennité des restrictions d'usages du site concerné, et la protection des personnes en cas d'occupation des terrains.

Art. 2. – Détermination des usages au moment de la mise en place de la restriction d'usage

Les terrains figurant sur le plan joint en annexe 1 ont été placés dans un état tel qu'ils puissent accueillir les usages suivants : usage industriel et de bureaux.

Art. 3. – Situation environnementale du site

Les terrains visés par la présente restriction d'usage contiennent des pollutions résiduelles décrites dans le rapport de synthèse des travaux de réhabilitation transmis le 7 juin 2011 au préfet de la Haute-Garonne et reprises dans les annexes au présent arrêté.

Art. 4. – Travaux sur les terrains dans le cadre des usages définis

Les terrains réhabilités sont recouverts d'une dalle béton ou d'enrobé. Une petite partie est engazonnée sur la limite nord/ouest et recouverte de graviers sur la limite ouest.

Ce recouvrement figurant en annexe 2 du présent arrêté doit être conservé et son intégrité vérifiée régulièrement.

Pour toutes les interventions nécessitant la destruction de la couverture (dalle béton ou enrobé) ne remettant pas en cause les usages du terrain, les matériaux de la couverture et les terres sous-jacentes extraites doivent être caractérisés. Si ces terres et matériaux présentent des teneurs supérieures aux seuils de réhabilitation fixés dans l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2009 imposant à la société CIBA Spécialités Chimiques les travaux de réhabilitation du site, ils devront être évacués hors du site et éliminés comme des déchets selon les filières autorisées, en fonction de leur caractérisation.

Les analyses réalisées, ainsi que les justifications, le cas échéant, de leur élimination, sont tenues à la disposition des autorités compétentes.

Les excavations sont comblées par des matériaux dont les caractéristiques n'engendrent pas un impact supplémentaire sur l'environnement.

Dans l'éventualité de la mise en place de canalisations souterraines pour l'approvisionnement en eau potable, ces canalisations seront conçues de manière à empêcher tout transfert de pollution résiduelle vers l'eau des canalisations via les parois ou les joints (canalisations métalliques ou autre matériau anti-contaminant).

Art. 5. – Précautions pour les tiers intervenant sur le site

Compte tenu de la présence de polluants résiduels dans les sols, la réalisation de travaux sur ces terrains n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de la santé des travailleurs et des employés du site au cours des travaux.

Notamment, le personnel d'entretien, et de manière générale toute personne amenée à réaliser des travaux susceptibles de toucher les sols, doit être sensibilisé aux règles de préservation des sols.

Art. 6. – Utilisation des eaux souterraines

Toute création d'ouvrage de pompage ou d'infiltration y compris tout système de rejet hydraulique dit « par épandage souterrain » ou « par puits perdu » est interdit sur les terrains visés par la présente restriction.

Art. 7. – Encadrement des modifications d'usage

Tout projet de changement d'usage des terrains par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la levée ou la modification de ces restrictions. Cela ne sera possible, aux frais et sous la responsabilité de la personne et/ou du maître d'ouvrage qui prendra l'initiative de ce changement d'usage, qu'après réalisation d'études techniques (par exemple d'un plan de gestion) garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

Art. 8. – Accès aux terrains

Le propriétaire des terrains, ou son ayant-droit, doit conserver en mémoire l'historique du site, respecter les limitations portées par le présent arrêté à l'utilisation des sols.

Le propriétaire est tenu d'assurer, en toutes circonstances, aux représentants des autorités compétentes et à ceux de la société BASF Performance Products France SAS ou aux personnes mandatées par celle-ci, l'accès aux parcelles concernées par l'exécution des opérations fixées par le présent arrêté ou par le contrôle de leur exécution.

Art. 9. – Levée des servitudes

Les servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire leur établissement, ou d'études particulières, et après instruction du dossier par l'autorité compétente.

Art. 10. – Information des tiers

Si la parcelle considérée fait l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées par le présent arrêté en les obligeant à les respecter.

Art. 11. – Cession

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de la parcelle considérée, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elle est grevée en application du présent arrêté, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

En cas de cession, le vendeur doit également informer l'acquéreur dans les conditions de l'article L.514-20 du code de l'environnement.

Art. 12. – Enregistrement

Les servitudes d'utilité publique font l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques.

Une ampliation du présent arrêté sera portée à la connaissance du Président de Toulouse Métropole et du Maire de Toulouse pour être intégrée aux documents d'urbanisme en vigueur.

Art. 13. – Recours

La présente décision d'institution de servitudes d'utilité publique peut être déférée devant le tribunal administratif de Toulouse. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 14. – Affichage

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Toulouse pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les services du maire.

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Toulouse pour y être consultée par toute personne intéressée.

Art. 15. – Insertion

Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de la société BASF Performance Products France SAS dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département de la Haute-Garonne.

Art. 16. – Publication

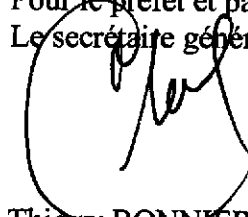
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Garonne et notifié au propriétaire indiqué à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 17. – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées, le directeur régional des finances publiques, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, le président de Toulouse Métropole, le maire de Toulouse, le directeur général de la société SNPE et le directeur de la société BASF Performance Products France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 16 OCT. 2015

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Thierry BONNIER

Annexes :

Annexe 1 : Plan de situation

Annexe 2 : Plan localisant les terrains grevés de servitudes

Annexe 3 : Travaux de réhabilitation réalisés et seuils de réhabilitation dans les sols

Annexe 4 : Plan des zones de pollution résiduelles :

- annexe 4-1 TEA
- annexe 4-2 CAV
- annexe 4-3 HC
- annexe 4-4 Pb

Vu pour être annexé à
en date de ce jour. 16 OCT. 2015

Pour le Préfet
et pour le
Le Préfet Le Secrétaire Général



Département
HAUTE GARONNE

Commune
TOULOUSE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant
TOULOUSE

33 RUE DE LA MAIRIE
31404 TOULOUSE CEDEX 9
M. 05 34 31 11 20 Fax 05 34 31 12 02
cdi.toulouse@dgfip.finances.gouv.fr

Section BN
Feuille 836 BN 01

Echelle d'origine 1/2000
Echelle d'édition 1/2500

Date d'édition : 23/02/2011
(Jusqu'à l'heure de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43

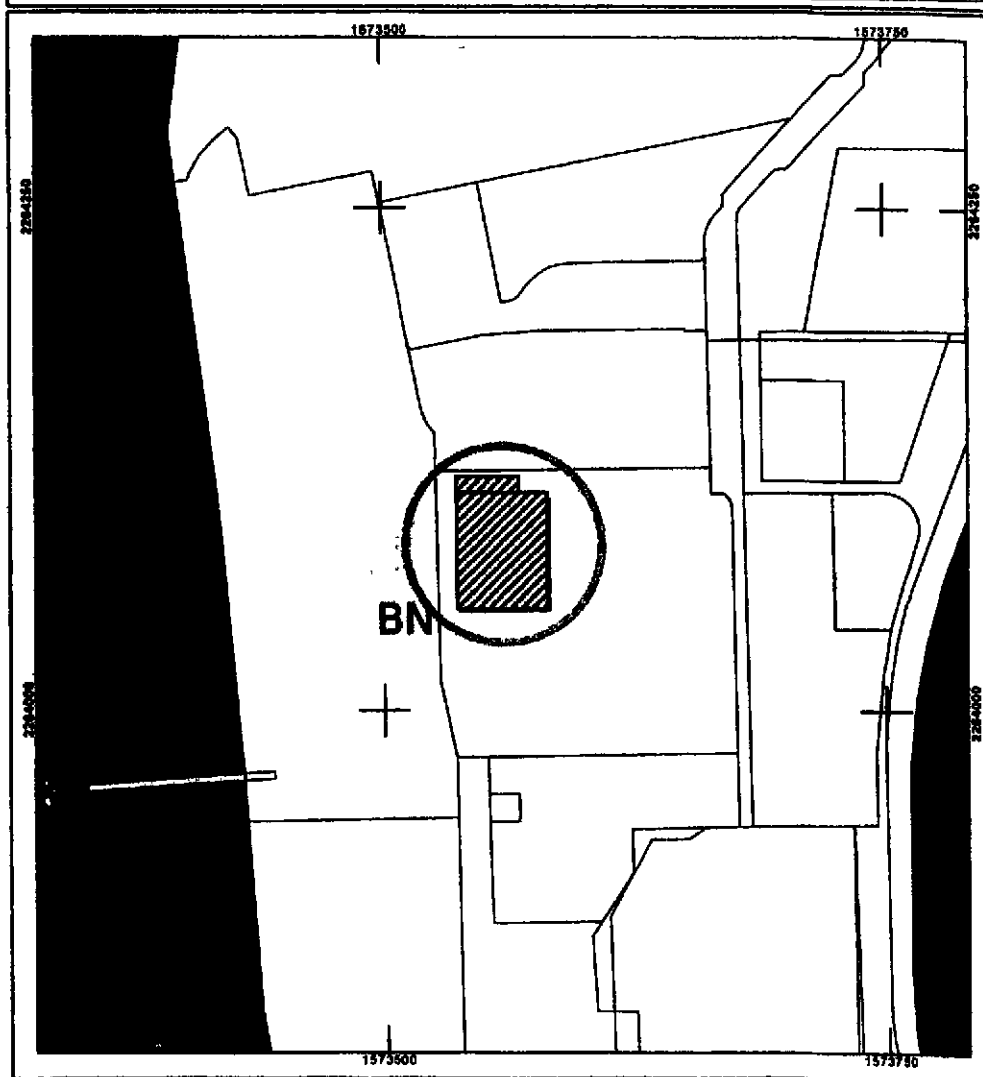
©2010 Ministère du budget, des comptes
publics et de la réforme de l'État



Recouvrement par
dalle béton

Cet extrait de plan vous est délivré par

cadastre.gouv.fr



Localisation des servitudes liées aux sols et aux eaux souterraines

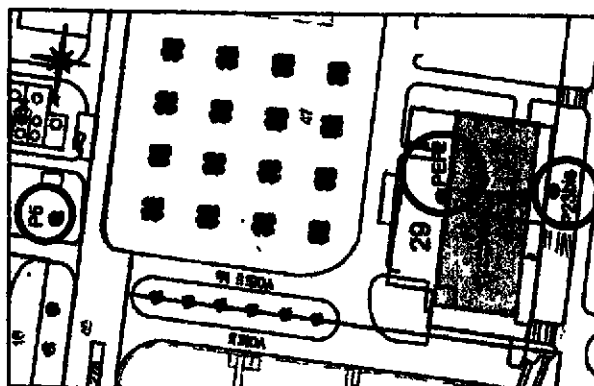
Commune de TOULOUSE

(HAUTE-GARONNE)

SNPE - Chemin de la Loge

Bâtiment 315

Coordonnées des Placettes Eau					
N°	TYPE	X	Y	Z	Remarque
P6	Remplacement d'un mètre	827280.52	141123.30	140.87	30/01/2011
P6	Mise à jour mètre	827280.48	141123.30	140.88	30/01/2011
P23bis	Remplacement d'un mètre	827287.71	141123.79	140.98	30/01/2011
P23bis	Mise à jour mètre	827287.77	141123.77	140.87	30/01/2011
P23bis	Placette mètre à 0.0	827281.48	141123.08	140.95	30/01/2011



Ouvrages de contrôle de la nappe



ECHELLE 1/500

SOMPAYRAC CIANFERANI PRIEU
Géomètres-Experts
44, avenue de Cugnaux - 31500 TOULOUSE
Tél : 05.62.47.08.18 - Fax : 05.61.54.08.39
E-mail : contact@somp-gao.fr
www.somp-gao.fr

Dossier : 2004-008_3282 - Date : 08/04/2011 - Resp.: AG

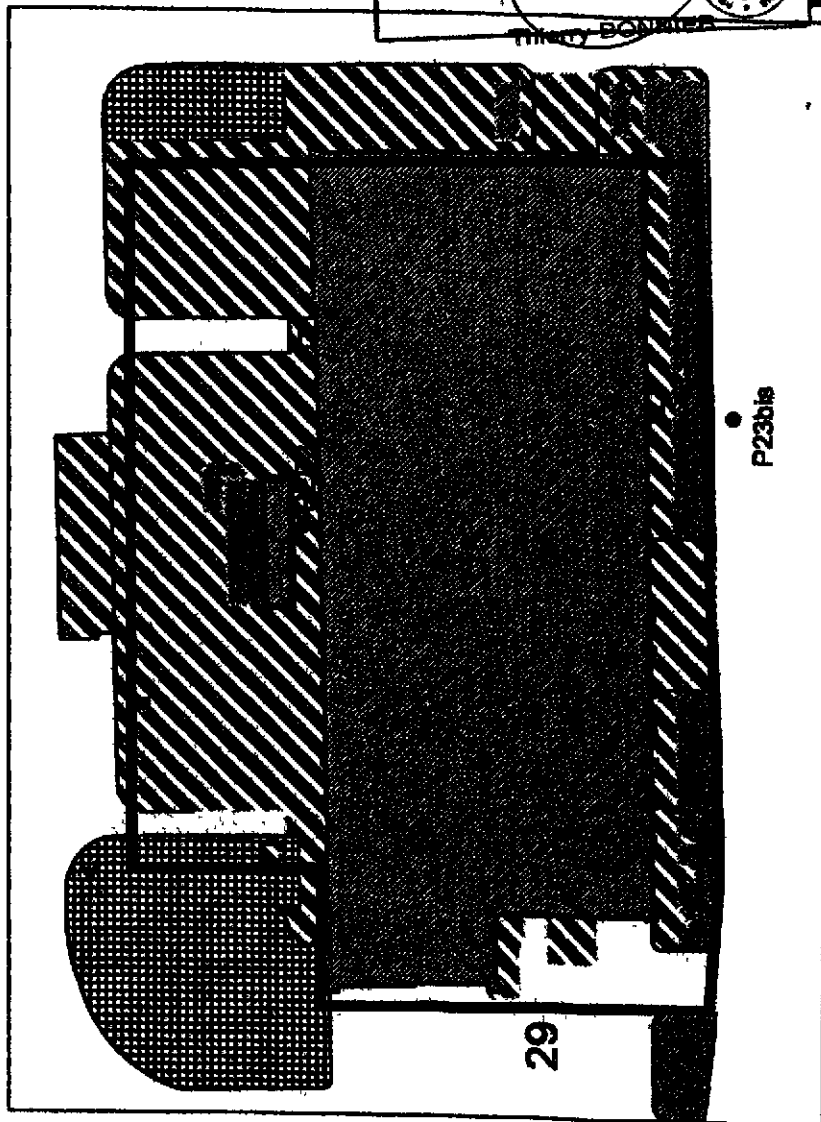
Annexe 2

Vu pour être annexé à
en date de ce jour 16 OCT. 2015
Toulouse,
Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Thierry BONNIER



Travaux de réhabilitation réalisés et seuils de réhabilitation dans les sols

Sur proposition de l'inspection des installations classées, Monsieur le Préfet de la Haute Garonne a imposé par arrêté préfectoral en date du 21 décembre 2009 à la société CIBA d'effectuer dans un délai de 24 mois les travaux de réhabilitation du site proposés dans son plan de gestion afin de le rendre compatible avec les usages futurs prévus.

1. Travaux de réhabilitation réalisés :

Les opérations de réhabilitation du site ont débuté le 21 septembre 2009.

Les délais de réalisation ont été respectés par l'exploitant et les travaux prescrits dans l'arrêté préfectoral se sont terminés en décembre 2010.

Les différentes étapes de la réhabilitation du site ont été :

- *le rabattement des eaux souterraines* : la TEA étant détectée dans les sols jusqu'à une profondeur de 6 m, une partie des sols à traiter était située en zone saturée. Une opération de pompage a donc dû être menée au préalable pour baisser la nappe au droit du site et ainsi permettre un accès aux sols impactés situés en zone saturée ;

- *l'installation de 7 puits d'injection et 10 puits d'extraction forés en amont, en aval et dans la zone source* : 5 ouvrages profonds situés dans la zone saturée (entre 8,4 et 9 mètres de profondeur), 11 ouvrages courts dans la zone non saturée à une profondeur de 3 mètres et le dernier puits, très court, de 1,5 mètre de profondeur en zone de remblais impactés plus perméables ;

- *la mise en place de l'unité de traitement des gaz et des eaux* par filtration et passage sur charbons actifs ;

- *le traitement des sols* du 5 novembre 2009 au 4 novembre 2010 par la technique de l'extraction sous vide de la TEA couplé à un dispositif d'injection d'air chaud afin de permettre une meilleure volatilisation de la TEA ;

- *le traitement des eaux souterraines* du 17 novembre 2009 au 16 mai 2010 : les eaux pompées en zone source ont été traitées par passage sur filtre à sable et sur filtre à charbon actif ;

- *le démantèlement des installations* : l'unité de traitement, dont l'activité a pris fin le 4 novembre 2010, a été démantelée entre le 14 et le 22 décembre 2010.

- *l'élimination des déchets* vers des centres spécialisés en fonction du type de déchet.

2. Objectifs de la dépollution :

L'arrêté préfectoral du 21 décembre 2009 fixait des seuils de réhabilitation pour la TEA à :

- 35 mg/kg MS dans les sols,
- 50 mg/L dans les eaux souterraines en zone source,
- 1 mg/L dans les eaux souterraines en aval du site.

Il fixait aussi des seuils en TEA pour les rejets de l'unité de traitement des eaux et des gaz :

- Concentration et flux des eaux rejetées après traitement dans le réseau de collecte des eaux

de procédé de la société SNPE : 30 mg/L et 1,5 kg/jour

-Concentration et flux des rejets atmosphériques de l'installation de traitement des gaz : 20 mg/Nm³ et 10 g/heure.

3. Résultats de la dépollution

-Sols : les échantillons de sol ont été prélevés tous les mètres au droit de chaque puits. En septembre 2009, la teneur en TEA dans le sol était supérieure au seuil de 35 mg/kg pour 12 des 52 échantillons analysés et atteignait en un point la valeur de 415 mg/kg. En février et en mars 2010, quelques valeurs étaient toujours au-dessus du seuil de 35 mg/kg avec un maximum de 150 mg/kg. En juillet 2010, tous les échantillons prélevés et analysés montraient une teneur inférieure au seuil de 35 mg/kg fixé dans l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2009, la valeur maximale constatée étant de 6,9 mg/kg. À cette date, les concentrations maximales suivantes ont été détectées pour les autres polluants : 12 mg/kg pour les CAV, 3300 mg/kg pour les hydrocarbures, 3100 mg/kg en plomb (cf annexes 2, 3, 4 et 5 jointes au présent rapport).

-Eaux souterraines : les contrôles ont été effectués en zone source, en amont et en aval de l'atelier. Ils ont été opérés tous les 3 mois entre septembre 2009 et mai 2011 pendant la phase des travaux. Les dernières mesures effectuées au mois de mai 2011 dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines montrent que les teneurs en TEA au droit et en aval de la source sont inférieures au seuil de quantification du laboratoire, qui est de l'ordre de 0,001 mg/L. Ces chiffres sont très inférieurs aux seuils fixés dans l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2009 qui sont respectivement de 1 mg/L et de 50 mg/L. Les teneurs en hydrocarbures, en CAV et en plomb au droit et en aval de la source sont aussi inférieures au seuil de quantification du laboratoire. Les analyses de surveillance semestrielles réalisées depuis en septembre 2011, mars 2012 et septembre 2012 sur les piézomètres situés en amont (P5), au droit (PEP2) et en aval (P23bis) de l'ancien atelier ont confirmé sur ces trois ouvrages des teneurs en TEA, CAV, hydrocarbures et plomb inférieures au seuil de quantification.

-Gaz de sols : des contrôles ont été effectués sur les gaz du sol. Tous les échantillons présentent une teneur en TEA inférieure au seuil de quantification du laboratoire.

-Eaux souterraines traitées et rejetées dans le réseau de collecte des eaux industrielles : elles ont été analysées en décembre 2009 et en mars 2010. Les résultats mettent en évidence des teneurs en TEA inférieures au seuil de quantification du laboratoire et donc bien inférieures au seuil de 30 mg/L fixé dans l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2009.

-Rejets aériens de l'installation de traitement : des prélèvements d'air ont été effectués en novembre 2009, décembre 2009, avril 2010 et juin 2010. Toutes les analyses donnent des teneurs en TEA inférieures aux seuils de quantification du laboratoire donc largement inférieures au seuil de 20 mg/Nm³.

-Les charbons actifs utilisés dans l'unité de traitement ont été prélevés à la fin du traitement. La quantité totale de composés organiques volatils (COV) récupérée dans les charbons actifs a été estimée à 540 kg. Cette quantité correspond à la TEA et aux autres composés, minoritaires présents dans les sols et les eaux traités lors de cette réhabilitation.

-Les analyses de contrôle de la conformité des échantillons aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2009 ont été réalisées alternativement par les laboratoires CARSO et

WESSLING, qui sont tous les deux accrédités par le COFRAC. Le laboratoire Chemviron Carbon a conduit les analyses sur les charbons actifs.

-4 - Analyse des risques résiduels

-Les analyses des sols et des eaux réalisées à l'issue des travaux de réhabilitation ont permis de confirmer pour la TEA l'atteinte des objectifs de dépollution prescrits.

-Cependant ces analyses n'ont pas uniquement porté sur la détection de la TEA, d'autres éléments ont aussi été analysés, notamment les CAV, les hydrocarbures et le plomb.

-Les CAV, les hydrocarbures et le plomb ont été détectés à des teneurs inférieures aux seuils de quantification dans les eaux, mais à des teneurs localement élevées dans les sols : 12 mg/kg pour les CAV, 3300 mg/kg pour les hydrocarbures et 3100 mg/kg pour le plomb.

-Pour les CAV et les hydrocarbures ces sources résiduelles sont peu importantes. Elles sont situées sous des dalles béton et à proximité des structures porteuses du bâtiment. Elles ne peuvent être excavées sans risque pour l'intégrité du bâtiment.

-Pour le plomb, ces teneurs sont situées dans la « gamme de valeurs observées dans le cas de fortes anomalies naturelles » (Étude ASPITET, INRA, 1997). Cette anomalie semble sans lien apparent avec la lithologie observée ni avec les activités de l'ancien atelier CIBA.

-Conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2009 et bien que les seuils de réhabilitation imposés soient atteints, une Analyse des Risques Résiduels (ARR) a été effectuée en avril 2011.

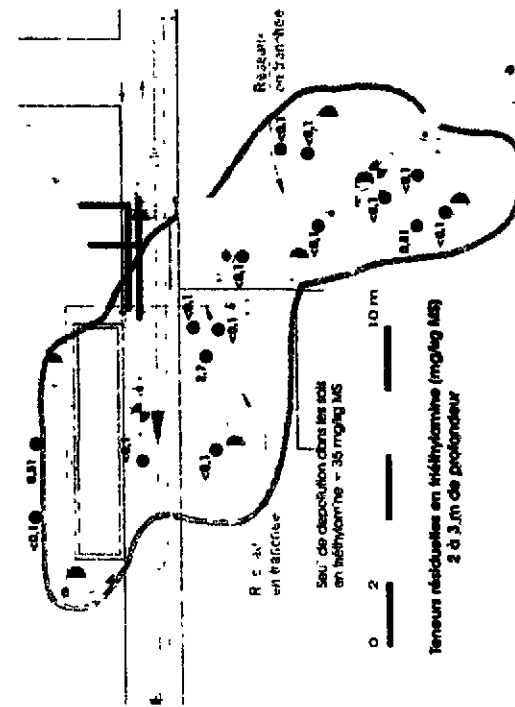
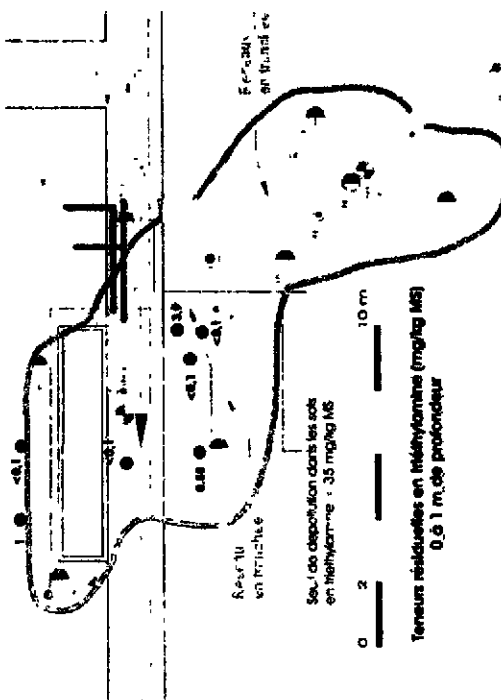
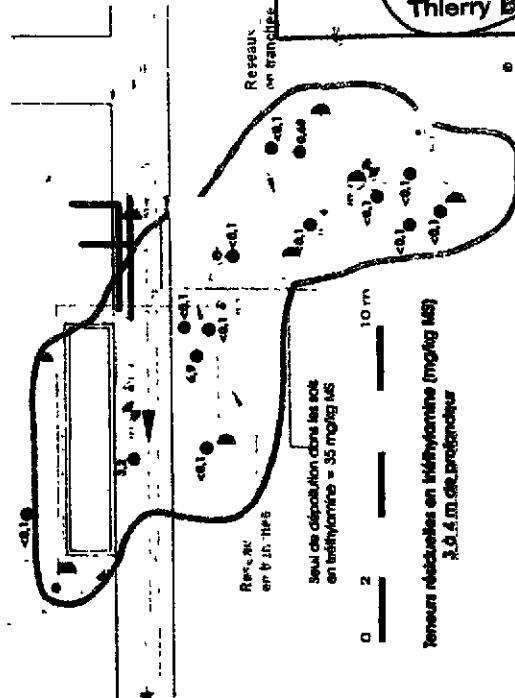
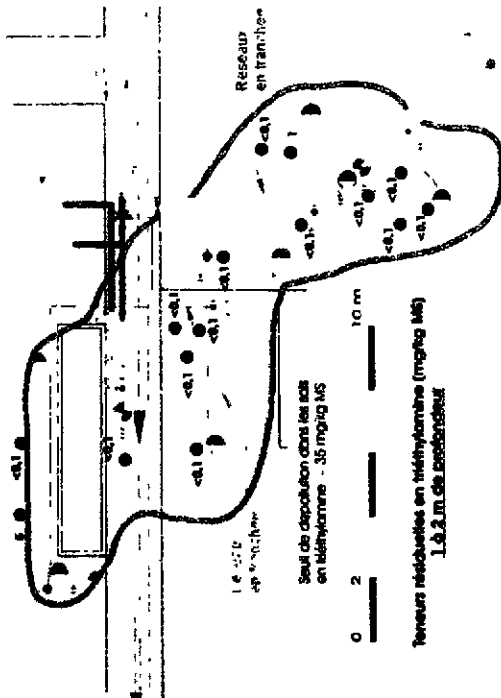
-Hypothèses dans le cadre de l'ARR : les hypothèses considérées pour le calcul de risques sont celles d'un risque d'exposition par inhalation de vapeurs pour un adulte salarié travaillant à l'intérieur des bâtiments à raison de 8 h/j et 220 j/an. Les voies de transfert entre la pollution et les futurs usagers du site par voie cutanée, par ingestion de terres ou par inhalation de poussières ont été éliminées du fait de la reconstruction de la dalle béton.

-Sources de risques : l'ARR prend en compte les teneurs résiduelles mesurées en TEA, en CAV et en hydrocarbures. Les concentrations de ces polluants sont supérieures au seuil de quantification du laboratoire uniquement dans les sols qui est donc l'unique source considérée dans cette étude. La présence du plomb n'a pas été prise en compte car il est non volatil et il est localisé sous la dalle béton qui coupe toute voie de transfert vers les futurs usagers du site.

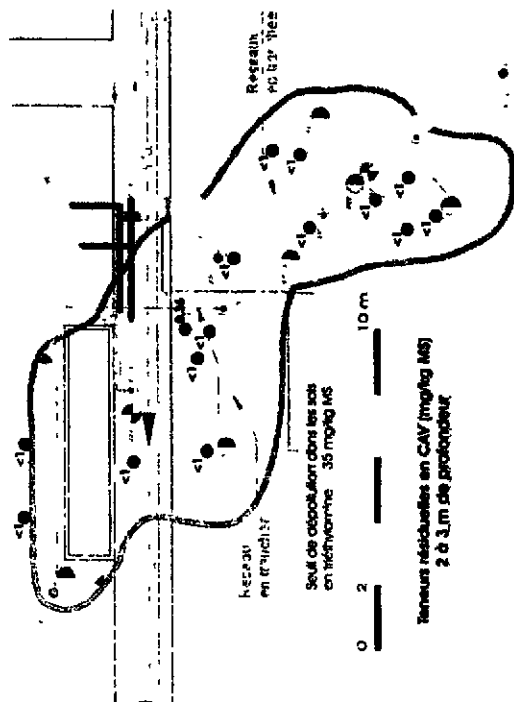
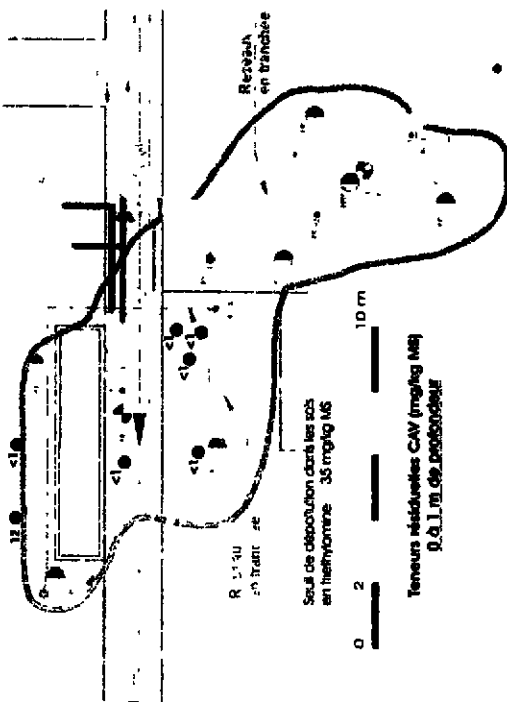
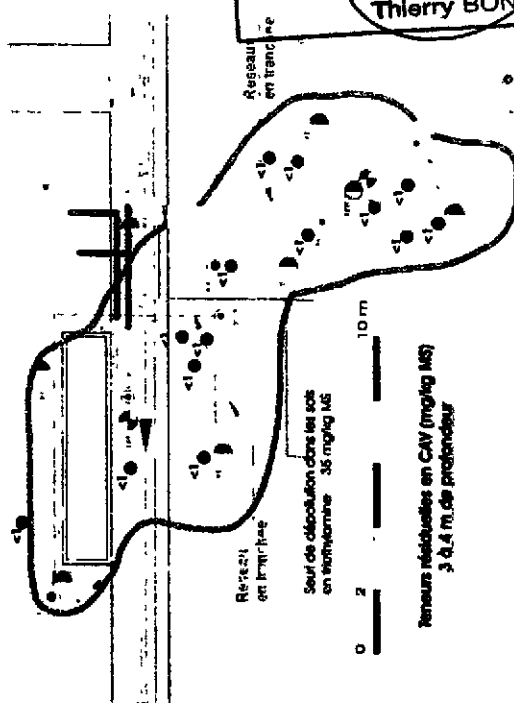
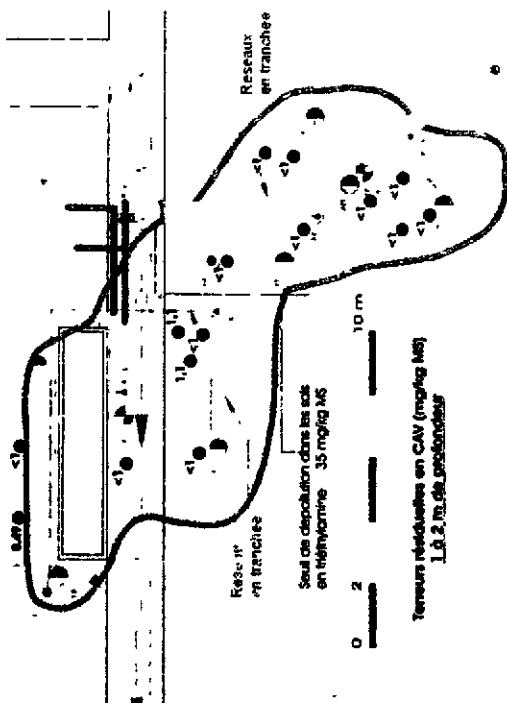
-Résultats: après calcul des quotients de danger (QD) et des excès de risque individuel (ERI), il apparaît que ces risques sont inférieurs aux valeurs considérées comme acceptables par le guide de la « démarche d'Analyse des Risques Résiduels » pour le scénario industriel et pour le scénario bureaux sur l'ancien atelier CIBA. Les valeurs des QD et des ERI sont, dans le cadre de ces hypothèses et après calculs, respectivement de 0,217 et 2,89 10^{-7} pour le scénario industriel et de 0,456 et 8,35 10^{-7} pour le scénario bureaux, à comparer aux seuils préconisés qui sont de 1 et de 10^{-5} .

TEA

Vu pour être annexé à ... 1 2 2
 en date de ce jour, OCT. 2015
 Pour le Préfet
 et par délégation,
 Toulouse, Le Secrétaire Général
 Le Préfet
 Thierry BONNIER

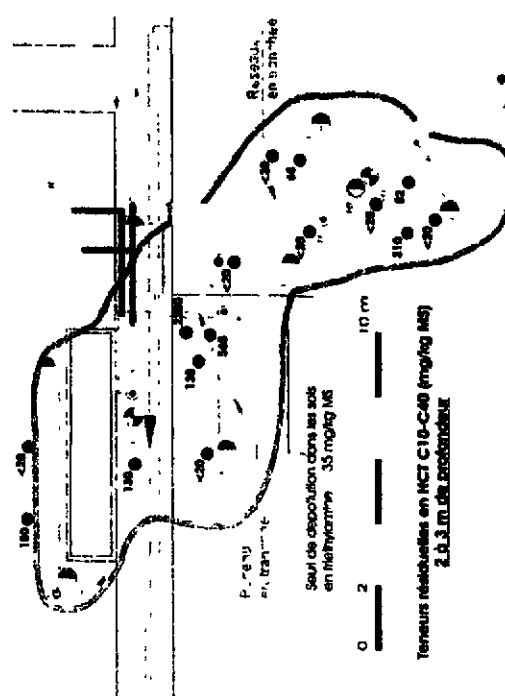
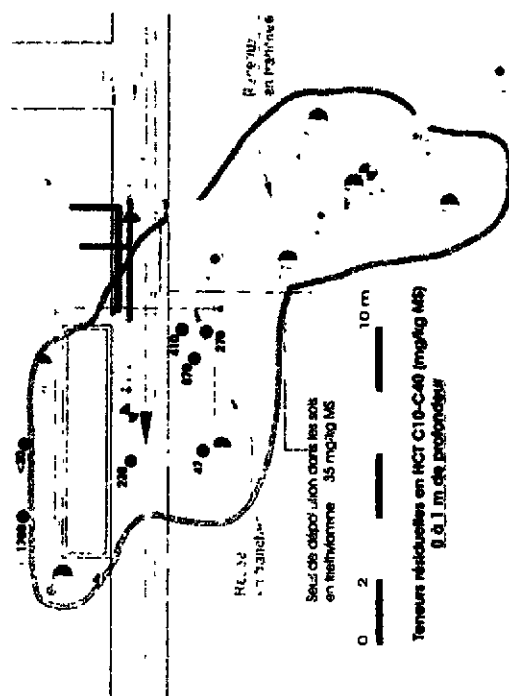
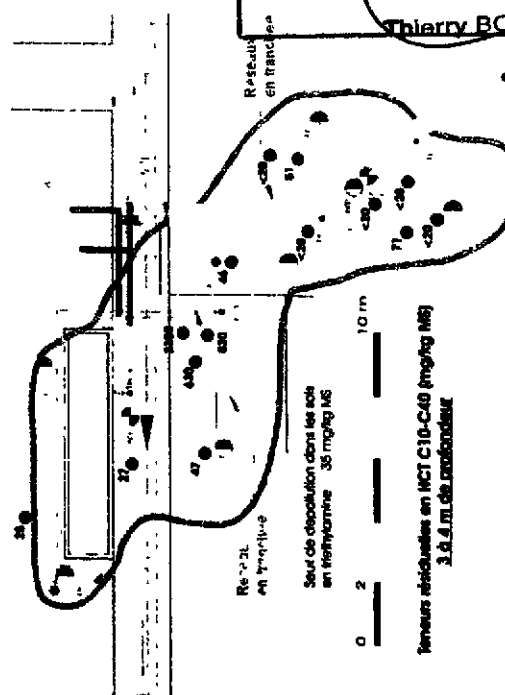
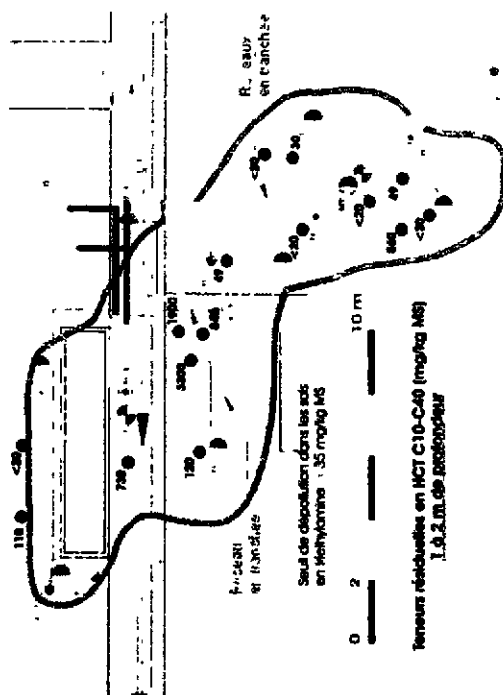


Vu pour être annexé à
 en date de ce jour, 16 OCT. 2015
 Pour le Préfet
 et par délégation,
 Toulouse, Le Secrétaire Général
 Le Préfet
 Thierry BONNIER



HC

Vu pour être annexé à
en date de ce jour 16 OCT. 2015
Pour la Préfecture
et par délégation,
Toulouse, Le Préfet
Le Secrétaire Général
Thierry BONNIER



Vu pour être annexé à
en date de ce jour 16 OCT. 2015
pour le Préfet
et par délégation,
Toulouse, Le Secrétaire Général
Thierry BONNIER

